

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-10 du 14 mars 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les droits de douane américains de 25 % visant les importations d'acier et d'aluminium et leurs produits dérivés entrent en vigueur

Climat – énergie – environnement

2. L'EPA annonce une vague massive de déréglementation environnementale aux États-Unis

Transport et infrastructure

3. Le Secrétaire aux Transports révoque deux circulaires instaurées par la précédente administration concernant les enjeux sociaux et environnementaux dans les infrastructures

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le prix des œufs continue d'augmenter et l'USDA semble très prudent vis-à-vis de la vaccination des volailles

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

5. Les sénateurs Rounds et Heinrich lancent l'initiative « ASAP » pour accélérer l'innovation scientifique grâce à l'IA
6. La FCC crée un Conseil pour la sécurité nationale afin de réduire les risques liés aux technologies chinoises
7. Le Département de la Justice maintient son exigence de cession de Chrome dans le cadre d'une affaire antitrust contre Google

Santé

8. Des fédérations représentatives du secteur de la santé appellent l'administration à ne pas mettre en œuvre de droits de douane « réciproques »
9. Plusieurs rapports soulignent l'impact négatif qu'auraient certaines mesures annoncées ou envisagées par l'administration sur le secteur de la santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les droits de douane américains de 25 % visant les importations d'acier et d'aluminium et leurs produits dérivés entrent en vigueur

Le 12 mars, les droits de douane américains de 25 % visant l'ensemble des importations d'acier et d'aluminium et certains de leurs produits dérivés, imposés sur la base de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962 sont entrés en vigueur [voir [Brèves sectorielles du 14 février 2025](#)]. Le champ d'application de ces droits additionnels sera étendu dès le 14 mars à l'ensemble des produits dérivés listés en annexe des proclamations du [10](#) et du [11](#) février. Cette extension procède de la [publication](#) le 11 mars par le Secrétaire au Commerce d'une notice certifiant que les services douaniers sont en mesure de percevoir les droits assis sur le contenu en acier ou en aluminium de ces produits.

En réaction, l'UE a [annoncé](#) le jour même l'imposition de contre-mesures visant 28,4 Md\$ d'exportations américaines en deux temps : (i) d'une part, la Commission européenne laisserait expirer comme prévu la suspension de ses [contre-mesures](#) de 2018 et 2020 à partir du 1^{er} avril, « en réponse aux dommages économiques causés sur les exportations de 8 Md€ d'acier et d'aluminium de l'UE » ; (ii) d'autre part, en réponse aux nouveaux droits de douane américains affectant plus de 18 Md€ d'exportations européennes de produits dérivés, la Commission propose un paquet de nouvelles contre-mesures sur les exportations américaines. Le texte imposant ces droits additionnels sera publié d'ici la mi-avril, après consultation des États membres et des parties prenantes.

Le 13 mars, le Canada a également [annoncé](#) l'imposition de droits de douane réciproques de 25 % immédiatement applicables sur des produits en acier, en aluminium et d'autres articles, touchant les exportations américaines à hauteur de 29,8 Md CAD (20 Md USD).

Brèves

- Le 11 mars, le Département du Trésor a [publié](#) un « ordre de ciblage géographique » (GTO) enjoignant certaines entreprises de services financiers réparties en Californie et au Texas de communiquer leurs rapports de transactions en espèces (CTR) afin de lutter contre le blanchiment d'argent pour le compte des cartels basés au Mexique.
- Le 12 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le Foxtrot Network, une organisation criminelle basée en Suède impliquée dans le trafic de stupéfiants et des actes de violence contre des Israéliens et des juifs en Europe.
- Le 13 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le ministre iranien du pétrole M. Paknejad, qui supervise l'exportation du pétrole iranien, notamment à destination des forces armées

iraniennes, ainsi que diverses entités membres de la flotte fantôme iranienne.

- Le 12 mars, Stephen Miran a été [confirmé](#) au poste de président du Conseil des conseillers économiques du président (CEA) par le Sénat à 53 voix contre 46.
- Le 13 mars, Jeffrey Kessler a été [confirmé](#) Sous-Secrétaire au Commerce pour l'Industrie et la Sécurité par le Sénat à 54 voix contre 45.

Climat – énergie – environnement

2. L'EPA annonce une vague massive de déréglementation environnementale aux États-Unis

Le 12 mars, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) a [annoncé](#) une série de 31 mesures de déréglementation, marquant ce qui est décrit comme « la plus grande action de dérégulation de l'histoire des États-Unis ». Cette initiative s'inscrit dans le cadre des décrets du Président D. Trump visant à « libérer l'énergie américain, réduire les coûts pour les Américains et revitaliser l'industrie automobile nationale » via la promotion du « fédéralisme coopératif ». Lee Zeldin a qualifié cette journée de « tournant historique » et selon l'EPA, ces mesures permettront de réduire les coûts cachés des réglementations environnementales, qualifiées d'« impôts déguisés » sur les familles américaines.

Cette vague de déréglementation comprend un réexamen des réglementations mises en place sous les administrations Biden et Obama. Parmi les mesures phares figurent la révision du Clean Power Plan 2.0, la suppression des normes visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre des centrales électriques au charbon, et la remise en question des réglementations encadrant les émissions de mercure et d'autres substances toxiques.

Plus précisément l'EPA a annoncé plusieurs réformes visant à :

- Libérer l'énergie américaine : réexaminer les réglementations concernant les centrales électriques, le pétrole, le gaz et le charbon, en particulier le programme de gestion des risques de l'administration Biden. Les restrictions liées à l'utilisation de l'eau pour les usines électriques à vapeur et les réglementations des eaux usées des centrales à charbon doivent être également reconsidérées.
- Réduire le coût de la vie : revoir les normes environnementales et la réglementation sur les émissions de GES des véhicules et restructurer certains programmes intégrant une notion de « coût social du carbone ». La restructuration du programme Regional Haze ainsi que le réexamen des normes nationales de qualité de l'air (NAAQS) concernant les matières particulaires (PM 2,5) et des normes nationales d'émission de polluants

atmosphériques dangereux (NESHAPs) émis par les industries pétrochimiques doit être réalisé afin de favoriser le secteur manufacturier.

- Promouvoir le fédéralisme coopératif : supprimer les réglementations fédérales jugées trop restrictives, renforcer la coopération avec les États et les tribus amérindiennes, accélérer l'examen des permis concernant les cendres de charbon et revoir la gestion des catastrophes naturelles notamment grâce au pouvoir discrétionnaire d'application.

Brèves

- Le 12 mars, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) mettre fin aux programmes de justice environnementale et de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) de l'administration Biden. La décision est motivée par l'exécution du décret présidentiel qui vise à réduire les « programmes de gouvernement radicaux et gaspilleurs ». L'administrateur de l'EPA, Lee Zeldin, a souligné que la « justice environnementale » a été utilisée comme un moyen de « financer des activistes de gauche ». L'EPA rappelle que ces décisions s'inscrivent dans un effort plus large de déréglementation et de revitalisation de l'industrie américaine.
- Le 11 mars, l'EPA a [annoncé](#) la résiliation des accords de subvention pour le National Clean Investment Fund et le Clean Communities Investment Accelerator, qui faisaient partie du programme de subventions de 20 Md\$ de l'administration Biden. Cette décision est basée sur la remise en cause de l'intégrité du programme Greenhouse Gas Reduction Fund (GGRF). Le 13 mars, la juge fédérale Tanya Chutkan a émis une ordonnance restrictive dans l'attente de preuves de fraude, de gaspillage, d'abus ou de conflits d'intérêts. L'EPA a déjà fait appel au Département de la Justice et au FBI pour enquêter sur ces questions.
- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 12 mars une analyse indiquant qu'en 2024, la capacité de stockage par batteries des fournisseurs d'électricité aux États-Unis avait augmenté de 66 %, atteignant un total de 26 GW. Cette augmentation de +10,4 GW en 2024 représente le deuxième plus grand ajout de capacité, après l'énergie solaire. Bien que la capacité de stockage par batterie croisse rapidement, elle ne représente que 2 % de la capacité de génération d'électricité aux États-Unis. En 2025, la croissance pourrait atteindre un record, avec l'ajout prévu de +19,6 GW de capacité de stockage par batterie.

Transport et infrastructure

3. Le Secrétaire aux Transports révoque deux circulaires instaurées par la précédente administration concernant les enjeux sociaux et environnementaux dans les infrastructures

Le 10 mars, le Secrétaire aux Transports S. Duffy a [annoncé](#) la révocation de deux circulaires établies par la Federal Highway Administration (FHWA) sous l'administration Biden qui introduisaient des priorités de politique publique relatives à la justice sociale et à l'environnement dans les processus décisionnels liés aux projets d'infrastructures.

À l'appui de cette révocation, le Département des Transports (DoT) [indique](#) que :

- la première circulaire concernée, publiée le 16 décembre 2021 et intitulée « Policy on Using Bipartisan Infrastructure Law Resources to Build a Better America », encourageait les États fédérés et les autres récipiendaires des fonds de la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL, ou IIJA) à prioriser les investissements dans les projets soutenant les priorités de politique publique de la précédente administration, « telles que l'équité et la réponse au changement climatique ». Selon le DoT, cette première circulaire avait engendré une « importante confusion au sein de la communauté des transports » car elle avait été publiée sans avertissement ni commentaire et qu'elle visait à mettre en place un cadre politique global priorisant les ressources de l'IIJA vers certains projets, « ne correspondant pas à son mandat » (*inconsistent with the underlying statute*). Le Government Accountability Office (GAO), organisme fédéral rattaché au Congrès, avait ainsi [publié](#) le 15 décembre 2022 une décision établissant que cette première circulaire « constituait, en fait, un acte réglementaire et qu'elle aurait dû respecter certaines procédures d'examen par le Congrès ».
- la seconde circulaire concernée, publiée le 24 février 2023 comme une mise à jour de la première circulaire et intitulée également « Policy on Using Bipartisan Infrastructure Law Resources to Build a Better America », réaffirmait l'engagement de la FHWA en faveur des objectifs de politique publique énoncés dans la première circulaire.

Le DoT indique par ailleurs que cette décision de révocation s'inscrit dans la mise en œuvre du décret présidentiel intitulé « Premières annulations de décrets et d'actions néfastes » ([EO 14148 – Initial Rescissions of Harmful Executive Orders and Actions](#)) et de la circulaire ministérielle intitulée « Mise en œuvre des décrets présidentiel relatifs à l'énergie, au changement climatique, à la diversité et au genre » ([Implementation of Executive Orders Addressing Energy, Climate Change, Diversity and Gender](#)). Il précise par ailleurs que cette décision « comptera pour deux actions de déréglementation » dans le cadre du décret présidentiel intitulé

« Libérer la prospérité par la déréglementation » ([EO 14192 – Unleashing Prosperity Through Deregulation](#)).

Le 12 mars, le DoT a [publié](#) un communiqué relevant les réactions positives exprimées, suite à cette décision, par plusieurs parties prenantes du secteur des transports : l'association rassemblant les DoT des États fédérés (American Association of State Highway and Transportation Officials – AASHTO), des fédérations de la construction et du génie civil (American Road and Transportation Builders Association – ARTBA, Associated General Contractors of America – AGC) et une association d'utilisateurs de la route (American Highway Users Alliance). Les différentes déclarations reprises par ce communiqué saluent en particulier le soutien apporté par S. Duffy à la « pleine autorité » et l'« autonomie » des États fédérés en matière d'administration de leurs dotations financières relatives aux infrastructures versées par l'État fédéral.

Industrie

Brèves

- La société Intel a [annoncé](#) le 12 mars la nomination de Lip-Bu Tan au poste de PDG. Celui-ci faisait partie du conseil d'administration de la société jusqu'en août 2024. Il remplace Pat Gelsinger, qui avait démissionné en décembre 2024. Selon des [informations](#) de Reuters, TSMC aurait proposé à Nvidia, AMD et Broadcom de monter un consortium pour reprendre les activités de fonderies d'Intel.
- Le gouverneur du Texas Greg Abbott a [annoncé](#) le 12 mars l'attribution d'une subvention de 17,3 M\$ au titre du Texas Semiconductor Innovation Fund à SpaceX pour l'agrandissement de son site de R&D et d'*advanced packaging* à Bastrop. Cette opération devrait créer plus de 400 emplois pour un investissement de plus de 280 M\$.
- Hewlett Packard Enterprise a [annoncé](#) le 6 mars un plan de réduction des coûts de 350 M\$ d'ici 2027 lors d'une présentation des résultats par son DG Antonio Neri. Ce plan prévoit une réduction de 5 % de l'effectif mondial, soit la suppression de 2 500 emplois.

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le prix des œufs continue d'augmenter et l'USDA semble très prudent vis-à-vis de la vaccination des volailles

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) [prévoit](#) une augmentation de plus de 40 % des prix des œufs en 2025. En février, les prix ont [atteint](#) un record de 5,90 \$ la douzaine, dépassant le précédent record de 4,95 \$ en janvier. Le pays est touché par une pénurie d'œufs en raison de l'épizootie de grippe aviaire qui touche les élevages de poules pondeuses. Si la Secrétaire à l'Agriculture Brooke Rollins a annoncé il y a deux semaines des recherches pour développer un vaccin contre la grippe aviaire, elle a récemment évoqué la possibilité de renoncer à la vaccination des volailles dans une [interview](#) accordée à Breitbart.

Cette déclaration a suscité la confusion parmi les élus des deux partis. L'USDA a organisé des réunions avec des groupes industriels et des législateurs pour clarifier sa position. Plusieurs législateurs ont exprimé leur préoccupation quant à l'absence de stratégie claire concernant les vaccins, soulignant l'importance de protéger les poules pondeuses et de garantir la sécurité alimentaire. Certains agriculteurs et membres du Congrès ont exprimé des réserves quant à l'impact potentiel des vaccins sur les échanges commerciaux. Malgré ces préoccupations de nature commerciale, beaucoup reconnaissent que les vaccins constituent une solution essentielle pour lutter contre la grippe aviaire.

Des initiatives ont été prises par certains élus républicains pour approfondir la question des vaccins pour la volaille et encourager l'USDA à envisager sérieusement leur développement. Des réunions avec des chercheurs et des fabricants de vaccins ont été organisées pour discuter des avancées scientifiques et des enjeux réglementaires.

Brèves

- L'USDA a [supprimé](#) deux programmes finançant l'achat de produits alimentaires locaux par les écoles et les banques alimentaires, réduisant ainsi de plus d'1 Md\$ les dépenses fédérales. Environ 660 M\$ de crédits destinés aux écoles via le programme [Local Food for Schools Cooperative Agreement](#) ont été annulés pour 2025. Plus de 40 États avaient participé à ce programme les années précédentes. Le programme [Local Food Purchase Assistance Cooperative Agreement](#), soutenant les banques alimentaires, a également été supprimé. Les fonds engagés seront débloqués, mais aucun nouveau financement n'est prévu pour 2025. Ces programmes, initiés sous l'administration précédente pour renforcer la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ne répondent plus aux objectifs du Département, selon un porte-parole de l'USDA.
- L'administration Trump a [annoncé](#) la réécriture d'une réglementation controversée de l'EPA sur les eaux, une victoire politique pour les agriculteurs. Cette révision vise à redéfinir quels ruisseaux et zones humides sont soumis aux protections de la Clean Water Act, un sujet de débat depuis plus d'une décennie. L'EPA cherche une définition durable et

simple. Des élus républicains et le président de l'American Farm Bureau Federation ont salué cette initiative.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le Président D. Trump vient de [nommer](#) officiellement John Squires au poste de Sous-Secrétaire au Commerce pour la Propriété Intellectuelle et Directeur de l'USPTO. Le Sénat devra voter sa confirmation. Il est aujourd'hui associé au sein du cabinet d'avocats Dilworth Paxson LLP et a en particulier été conseiller principal en matière de propriété intellectuelle pour le cabinet Goldman Sachs de 2000 à 2009. Il s'est particulièrement concentré sur les technologies émergentes.

Numérique et innovation

5. Les sénateurs Rounds et Heinrich lancent l'initiative « ASAP » pour accélérer l'innovation scientifique grâce à l'IA

Le 13 mars, les sénateurs Mike Rounds (R-Dakota du Sud) et Martin Heinrich (D-Nouveau-Mexique) ont [annoncé](#) le lancement de l'American Science Acceleration Project (ASAP), une initiative bipartisane visant à renforcer les capacités de recherche scientifique aux États-Unis grâce à l'intelligence artificielle et aux infrastructures de calcul avancées. ASAP ambitionne d'accélérer les avancées dans des secteurs comme la biotechnologie, les matériaux, les technologies médicales, l'énergie et l'agriculture.

L'initiative repose sur (i) l'accessibilité des données scientifiques, (ii) le développement des capacités de calcul pour la recherche – y compris via un soutien aux réseaux informatiques et énergétiques, (iii) l'intégration de l'IA « responsable » dans la recherche, (iv) le renforcement des collaborations interdisciplinaires et (v) la simplification des procédures réglementaires pour accélérer la mise sur le marché de nouveaux produits – particulièrement dans la santé. Le texte a pour objectifs de créer une plateforme nationale de données scientifiques interopérable, d'investir dans des supercalculateurs dédiés à la recherche et de déployer des protocoles automatisés de validation technologique.

ASAP bénéficie du soutien de plusieurs institutions académiques, dont la Dakota State University, le South Dakota School of Mines and Technology et l'Université du Dakota du Sud, ainsi que d'entreprises, dont Google, Microsoft, OpenAI, IBM, Intel, Samsung, Salesforce et Anthropic.

6. La FCC crée un Conseil pour la sécurité nationale afin de réduire les risques liés aux technologies chinoises

Le 13 mars, la Federal Communications Commission (FCC) a [annoncé](#) la création du Conseil pour la sécurité nationale, destiné à renforcer la protection des infrastructures technologiques et télécoms face aux risques de cyberattaques et d'ingérences étrangères, en particulier ceux liés à la Chine.

Présidé par Adam Chan, conseiller en sécurité nationale auprès du président de la FCC, le Conseil réunira des représentants des huit bureaux et services de l'agence pour coordonner les actions de la FCC en matière de sécurité et de résilience des réseaux. Ses priorités incluent (i) la réduction de la dépendance des entreprises américaines aux technologies chinoises et d'autres pays « adversaires », (ii) l'atténuation des risques de cyber espionnage et (iii) la préservation de la compétitivité des États-Unis dans les secteurs stratégiques tels que l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et les télécommunications.

7. Le Département de la Justice maintient son exigence de cession de Chrome dans le cadre d'une affaire antitrust contre Google

Le 7 mars, le Département de la Justice (DoJ) a [présenté](#) une version révisée de son réquisitoire dans le cadre d'un contentieux antitrust contre Google. Dans la continuité de son réquisitoire précédent [voir [Brèves sectorielles du 22 novembre 2024](#)], le DoJ exige la cession du navigateur Chrome, estimant que sa séparation de Google est nécessaire pour garantir un accès concurrentiel à la recherche en ligne. Le DoJ requiert également une obligation de notification préalable pour toute acquisition d'une entreprise spécialisée en intelligence artificielle.

Le DoJ qualifie Google de « goliath économique » qui priverait les consommateurs de leur capacité de choisir librement les prestations qui leur conviennent et les exposerait aux « demandes débridées et [aux] préférences idéologiques mouvantes d'un léviathan économique ». Google a [contesté](#) ces nouvelles exigences, affirmant qu'elles constituent une « intervention excessive » et qu'elles « excèdent largement les conclusions de la décision de justice ». La procédure se poursuit devant le juge Amit Mehta.

Brèves

- Databricks et Palantir ont [officialisé](#) un partenariat visant à faciliter l'intégration de leurs technologies pour les administrations et les entreprises privées. Cette collaboration doit permettre aux utilisateurs d'exploiter plus efficacement leurs données en évitant la multiplication des infrastructures.
- Selon la presse, la Federal Trade Commission (FTC) [poursuit](#) son enquête sur les pratiques commerciales de Microsoft, ouverte sous l'administration Biden [voir [Brèves sectorielles du](#)

[6 décembre 2024](#)]. L'agence examine notamment les conditions de licence cloud, les investissements en intelligence artificielle et l'impact du partenariat avec OpenAI sur la concurrence.

- Brendan Carr, président de la Federal Communications Commission (FCC), a [adressé](#) une lettre à Google et YouTube concernant leurs pratiques de modération des contenus religieux, citant une plainte de Great American Media, qui accuse YouTube TV d'avoir refusé la diffusion d'une de ses chaînes. À cette occasion, B. Carr a précisé que la FCC envisageait un élargissement de son cadre réglementaire aux services de streaming. Il a rappelé que Google bénéficie des protections de la Section 230 du Communications Decency Act, tout en indiquant vouloir limiter ces dispositions pour renforcer la responsabilité des plateformes en matière de modération des contenus.

Santé

8. Des fédérations du secteur de la santé appellent l'administration à ne pas mettre en œuvre de droits de douane « réciproques »

Plusieurs fédérations représentatives du secteur de la santé ont répondu à l'appel à commentaires [lancé](#) par le Bureau du Représentant américain au Commerce (USTR) sur les pratiques commerciales déloyales, qui pourrait servir de base à l'imposition de droits de douane « réciproques » par les États-Unis. Quatre associations du secteur ont contribué parmi les près de 750 commentaires soumis dans le cadre de cette consultation, clôturée le 11 mars :

La Biotechnology Innovation Organization (BIO), qui compte parmi ses plus de 1 000 membres des entreprises américaines comme Eli Lilly et Johnson & Johnson et le laboratoire français Sanofi, a [mentionné](#) dans son commentaire de nombreuses barrières à l'accès aux marchés étrangers, y compris celui de l'Union européenne. L'organisation mentionne notamment des difficultés rencontrées en Europe par ses membres s'agissant des processus de tarification des médicaments, de l'encadrement des données de santé, et des procédures d'enregistrement des importateurs au titre à la fois des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et des droits de douane. BIO a toutefois invité l'administration à éviter de nouveaux droits de douane qui auraient un impact négatif sur « les patients, les consommateurs et les entreprises américaines ».

L'American Medical Manufacturers Association (AMMA) a quant à elle [appelé](#) à augmenter certains droits de douane spécifiques sur les importations de masques et de matériels de protection d'origine chinoise et à mettre fin, s'agissant de la Chine, à l'exception dite « de

minimis » pour les importations de moins de 800 \$. L'AMMA a cependant aussi indiqué que des droits de douane additionnels sur les importations en provenance des partenaires des États-Unis tels que l'UE, le Canada et le Mexique, auraient un effet délétère sur le secteur et l'accès aux soins des patients américains.

La Healthcare Supply Chain Association (HSCA), dont les membres sont essentiellement chargés de l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments et matériel médical, a [souligné](#) que « [s]a dépendance à l'égard des sources étrangères pour répondre aux besoins de l'écosystème de santé restera[it] d'actualité jusqu'à ce que les fournisseurs aient le temps d'augmenter leur production nationale », et exhorté l'USTR à « prendre en compte les conséquences imprévues de toute mesure corrective contre les pratiques commerciales déloyales sur la chaîne d'approvisionnement en produits de santé ».

La Consumer Healthcare Products Association (CHPA) a [mis en valeur](#) la complexité des chaînes de valeur de médicaments et dispositifs médicaux produits et vendus par ses membres. Elle indique que l'introduction de nouveaux droits de douane sur ce secteur créerait des « stress et risques » pesant sur l'approvisionnement de bien essentiels pour la santé des Américains. Elle a aussi indiqué que l'industrie présentait déjà une empreinte importante aux États-Unis et qu'augmenter les exportations depuis les États-Unis prendrait du temps.

9. Plusieurs rapports soulignent l'impact négatif qu'auraient certaines mesures annoncées ou envisagées par l'administration sur le secteur de la santé

Dans un rapport [publié](#) le 28 février, l'agence de notation financière FitchRatings a indiqué que « l'effort de l'administration Trump afin de réduire la taille des agences fédérales et l'introduction de droits de douane d'ampleur » auraient un effet « neutre à négatif » sur les profils de crédit des entreprises du secteur de la santé. En particulier, selon le rapport, la réduction des ressources de la Food and Drug Administration (FDA) pourrait ralentir le processus d'approbation des traitements et dispositifs médicaux, retardant la génération de revenus pour les entreprises et freinant donc l'innovation. En réaction à cette situation dégradée, les sociétés du secteur pourraient intensifier leurs opérations de fusions et acquisition, FitchRatings estimant par ailleurs que la Federal Trade Commission (FTC) et le Département de la Justice (DoJ) « ne devraient pas être plus restrictifs que les administrations précédentes » en matière de contrôle des concentrations. L'agence de notation estime que de nouveaux droits de douane auraient un impact « modérément négatif » sur les profils de crédit des entreprises du secteur, observant que « la plupart des chaînes d'approvisionnement de [ces] entreprises [...] pourr[aient] résister à l'impact des droits de douane imposés sur la Chine, le Canada, et le Mexique, en particulier s'agissant de produits innovants pouvant faire l'objet d'un pouvoir de fixation des prix ». FitchRatings juge toutefois que l'impact des

mesures tarifaires ciblant l'Europe serait « plus difficile à compenser ». Les représailles de partenaires commerciaux des États-Unis, en particulier de la Chine, sont également identifiées comme un risque pesant sur le secteur. Enfin, l'agence de notation estime que le risque de baisse du niveau de remboursement par les couvertures santé publiques Medicare et Medicaid s'est accru à mesure que la perspective d'utilisation du mécanisme de réconciliation budgétaire par le Congrès augmentait. En effet, selon FitchRatings, la prolongation des réductions d'impôts de 2017 dans le cadre de cette réconciliation budgétaire devrait forcer le Congrès à identifier des moyens de compenser cette importante dépense afin de respecter l'exigence de neutralité budgétaire, ce dont Medicaid/Medicare pourrait faire les frais.

Quelques jours plus tard, le 11 mars, l'organisation de défense de la recherche médicale United for Medical Research (UMR) a [souligné](#) un autre risque pesant sur le secteur. Dans son rapport annuel sur le rôle des National Institutes of Health (NIH) dans l'économie américaine, l'ONG a observé que les financements accordés par cette agence fédérale à la recherche médicale aux États-Unis avaient généré plus de 94,5 Md\$ d'activité économique dans le pays en 2024. Ce chiffre représente selon UMR une augmentation de +1,7 Md\$ par rapport à l'année précédente, et s'est traduit par un « fort retour sur investissement » de 2,56 \$ pour chaque dollar de financement déboursé par NIH en 2024 (contre 2,46 \$ en 2023). Les NIH ont fait l'objet de licenciements au cours des dernières semaines et l'administration Trump a annoncé son intention de réduire ou de suspendre certaines subventions octroyées en faveur de la recherche médicale [voir Brèves sectorielles du [14 février 2025](#), du [21 février 2025](#), et du [28 février 2025](#)].

Brèves

- Le 6 mars, la Federal Trade Commission (FTC) a [annoncé](#) qu'elle intentait une action en justice afin de bloquer l'acquisition de l'entreprise de revêtements pour dispositifs médicaux Surmodics par la société de capital-investissement GTCR BC Holdings. Cette acquisition, en vue de laquelle un accord avait été [annoncé](#) en mai 2024, était évaluée à 627 M\$. Dans ce qui représente la première décision de blocage d'une acquisition dans le domaine de la santé sous la nouvelle administration, la FTC a indiqué que l'achat de Surmodics créerait « un marché hautement concentré [pour ce type de revêtements] et éliminerait la concurrence directe significative entre Surmodics et Biocoat », entreprise dans laquelle GTCR possède déjà une participation majoritaire, alors que cette concurrence favorisait « la baisse des prix et le maintien d'une qualité supérieure » des productions des deux entreprises, au bénéfice des fabricants de dispositifs médicaux et des patients.
- Le 10 mars, l'entreprise de séquençage génétique américaine Illumina a publiquement [répondu](#) à l'annonce d'interdiction

d'exportation de ses appareils de séquençage vers la Chine, annoncée par le gouvernement chinois le 4 mars dernier [voir [Brèves sectorielles du 7 mars 2025](#)]. L'entreprise a indiqué qu'elle « respect[ait] » la décision des autorités chinoises et « continue[rait] de [se] conformer à toutes les lois et réglementations applicables partout où [elle] opérait ». Illumina a également annoncé qu'elle mettrait en place un programme de réduction des coûts de 100 M\$ pour l'exercice 2025, afin d'« atténuer l'impact de divers scénarios potentiels de baisse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation associé pour [ses] activités en Chine ». Ce développement s'inscrit dans la continuité de précédentes [annonces](#) de réduction des effectifs d'Illumina aux États-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)